

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Séances conjointes de la 31^e session du Comité pour les animaux et
la 25^e session du Comité pour les plantes
Genève (Suisse), 17 juillet 2020

Questions stratégiques

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.

Contexte

2. À sa 18^e session (CoP18, Genève, 2019), la Conférence des Parties a adopté les décisions 18.39 à 18.46, *Renforcement des capacités* comme suit :

18.39 À l'adresse des Parties

Les Parties sont invitées à :

- a) *communiquer des informations au Secrétariat sur le matériel et les efforts de renforcement des capacités qui pourraient être échangés entre les Parties ;*
- b) *utiliser le Collège virtuel CITES pour soutenir les activités de renforcement des capacités et fournir au Secrétariat les contributions et l'appui financier nécessaires pour mettre à jour et améliorer ses services, y compris la traduction du contenu dans les langues nationales ;*
- c) *utiliser les rapports sur l'application de la CITES et exprimer directement leur intérêt pour faire connaître au Secrétariat leurs besoins en matière de renforcement des capacités ;*
- d) *soutenir les efforts de renforcement des capacités d'autres Parties en proposant des bourses pour la formation en personne ou des possibilités de formation, et en traduisant le matériel dans des langues autres que les langues de travail de la Convention ; et*
- e) *échanger les suggestions, données d'expérience et informations concernant l'élaboration d'un cadre de renforcement des capacités en réponse à la notification aux Parties publiée par le Secrétariat au titre de la décision 18.46, paragraphe a).*

18.40 À l'adresse du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes

Le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes examinent le rapport du Secrétariat demandé dans la décision 18.46, paragraphe c) et formulent des observations et des recommandations pour le Comité permanent.

À l'adresse du Comité permanent

18.41 *Le Comité permanent crée un groupe de travail sur le renforcement des capacités chargé de le conseiller sur les mesures énoncées aux articles 18.42 et 18.43 en vue de l'élaboration d'un cadre intégré pour le renforcement des capacités visant à améliorer l'application de la Convention.*

Le groupe de travail comprend, sans toutefois s'y limiter, des membres du Comité permanent, du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes, du Sous-Comité des finances et du budget, et du Secrétariat. Le groupe de travail comprend également une représentation équilibrée des Parties de chaque région, ainsi que des Parties qui sont des donateurs et des Parties qui bénéficient d'un appui au renforcement des capacités.

18.42 *Le Comité permanent fournit des orientations au Secrétariat sur l'amélioration et la consolidation des domaines de renforcement des capacités, en tenant compte des discussions relatives au Programme d'aide au respect de la Convention et des Études du commerce important à l'échelle nationale, ainsi que du débat sur l'élaboration d'un cadre exhaustif de renforcement des capacités, décrit dans la décision 18.41*.*

18.43 *Le Comité permanent entreprend les tâches suivantes :*

- a) examiner la résolution Conf. 3.4, Coopération technique en vue d'intégrer les besoins en matière de renforcement des capacités ;*
- b) examiner les contributions et les recommandations du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes conformément à la décision 18.40 ; et*
- c) faire des recommandations, notamment par un projet de résolution, nouveau ou révisé, ainsi que des modèles, des outils et des documents d'orientation sur le renforcement des capacités, le cas échéant, sur la base des résultats des travaux figurant dans la décision 18.46 et des documents CoP18 Doc. 21.2 et Doc. 21.3, pour examen par la Conférence des Parties à sa 19^e session.*

Adressé au Secrétariat

18.44 *Le Secrétariat :*

- a) rassemble des informations sur le matériel et les efforts de renforcement des capacités des Parties, entre autres, et les met à la disposition de toutes les Parties sur le site web de la CITES ;*
- b) sous réserve de fonds externes disponibles, entreprend la révision et l'amélioration du site web de la CITES et du Collège virtuel CITES, y compris de certains cours en ligne, pour mettre à jour le contenu et pour améliorer leur efficacité du point de vue de la fourniture de ressources, aux Parties, pour le renforcement des capacités ;*
- c) sous réserve de fonds externes disponibles, fournit un appui aux Parties relatif au respect de la Convention et en général en matière de renforcement des capacités ;*
- d) informe le Comité permanent, le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes du moment où il est nécessaire qu'ils révisent le matériel de renforcement des capacités ou qu'ils y apportent leur contribution ; et*
- e) sous réserve de fonds externes disponibles, continue de coopérer avec des institutions et organisations pour assurer aux Parties une aide conjointe en matière de renforcement des capacités intéressant la CITES et fournit des bourses d'études pour la formation en personne ou des possibilités de formation, et traduit les documents dans les langues autres que les langues de travail de la Convention, notamment avec : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Plateforme intergouvernementale, scientifique et politique, sur la biodiversité et les services*

* Le Secrétariat estime que l'intention était de référer à la décision 18.41 et non à la décision 18.43.

écosystémiques (IPBES), le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC) (y compris chacun de ses partenaires), le Centre du commerce international (CCI), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), l'Université internationale d'Andalousie, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

18.45 *En menant ces activités de renforcement des capacités, le Secrétariat porte une attention particulière aux besoins des Parties identifiées dans le cadre des procédures de respect de la Convention, aux Parties ayant récemment adhéré, aux Parties qui sont des pays en développement et aux Petits États insulaires en développement.*

18.46 *Le Secrétariat :*

- a) *sur la base du document CoP18 Doc. 21.3 annexe 5 et en consultation avec le Comité permanent, élabore un questionnaire et adresse une notification aux Parties en transmettant le questionnaire afin de recueillir des informations pour contribuer à l'élaboration d'un cadre intégré pour le renforcement des capacités ;*
- b) *assure la liaison avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement afin de recueillir des informations sur la façon dont leurs efforts de renforcement des capacités sont ciblés, réalisés et suivis ;*
- c) *préparer un rapport résumant les résultats de la mise en œuvre de la décision 18.46, paragraphes a) et b), les résultats du groupe de travail sur l'évaluation des besoins résumés dans le document SC66 Doc. 20.2 (Rev.1), et les informations sur les besoins en matière de renforcement des capacités fournies par les Parties dans leurs rapports de mise en œuvre, pour examen par le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes ; et*
- d) *sous réserve de la disponibilité d'un financement externe et en consultation avec le Comité permanent, le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes, ainsi que le Sous-Comité des finances et du budget, organise un atelier qui facilitera les travaux du Comité permanent énoncés dans les décisions 18.42 et 18.43.*

Progrès réalisés à ce jour : décisions à l'adresse du Comité permanent

3. Aux fins d'application de la décision 18.41, le Comité permanent, à sa 72^e session, a constitué un groupe de travail intersessions sur le renforcement des capacités, présidé par la Nouvelle-Zélande. Le mandat du groupe de travail et sa composition, décidés suite à la publication de la notification n° 2019/062, se trouvent sur le site web de la CITES à l'adresse : <https://cites.org/sites/default/files/eng/com/sc/72/SC72-WGs-members-2304.pdf>.
4. La décision 18.41 stipule que le groupe de travail du Comité permanent doit comprendre des membres du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes. Comme aucun membre du Comité pour les animaux ou du Comité pour les plantes n'a répondu à la notification n° 2019/062, les Comités pourraient décider de nommer les membres qui se joindront au groupe de travail.

Progrès réalisés à ce jour : décisions à l'adresse du Secrétariat

5. Conformément aux paragraphes a), c) et e) de la décision 18.44, et dans le cadre de ses travaux principaux, le Secrétariat continue d'échanger des informations concernant les activités de renforcement des capacités offertes sur le site web de la CITES et fournit un appui en matière de renforcement des capacités, sur demande des Parties, à la fois directement et dans le cadre de partenariats. Parmi ces efforts, on peut citer l'appui au cours de maîtrise sur *L'accès aux espèces dans le commerce, leur gestion et leur conservation : le cadre international*, organisé par l'Université internationale d'Andalousie. Le Secrétariat a obtenu des fonds pour attribuer des bourses complètes et partielles à neuf participants de pays en développement qui jouent un rôle dans le contexte de la CITES et pour des membres du personnel du Secrétariat qui assument le rôle de conférenciers. Le cours devait commencer en avril 2020 mais a été reporté compte tenu des restrictions relatives à la pandémie de COVID-19.

6. Concernant la décision 18.44, paragraphe b), le Secrétariat a entamé la révision et l'amélioration du site web de la CITES afin d'améliorer l'accès à l'information et au matériel pertinents. Toutefois, les fonds restent insuffisants pour pouvoir terminer la révision du Collège virtuel CITES et de ses cours en ligne. Les cours en ligne et autres moyens de renforcement des capacités à distance ont pris de l'importance dans le contexte actuel qui impose des limites aux cours de formation en personne. Le Secrétariat devra peut-être revoir la conception et l'exécution des activités de renforcement des capacités et de formation et continuera de surveiller les tendances actuelles de renforcement des capacités et la communication avec les partenaires concernés.
7. Grâce à un financement fourni par l'Union européenne, le Secrétariat progressera dans l'application de la décision 18.45 et de la décision 18.68 sur le *Programme d'aide au respect de la Convention*. Pour mettre en œuvre ce programme d'aide, le Secrétariat prévoit de collaborer avec les Parties qui font l'objet de procédures de respect de la Convention afin d'identifier leurs besoins.

Résumé des résultats de différents exercices d'analyse et de collecte d'informations sur le renforcement des capacités

8. Conformément à la décision 18.46, paragraphe a), le 24 mars 2020, le Secrétariat a publié la [notification aux Parties n° 2020/027](#) sur le *Questionnaire sur l'élaboration d'un cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES*. Le questionnaire contenu dans cette notification s'appuyait sur le document CoP18 Doc. 21.3 annexe 5.
9. Le Secrétariat a reçu 43 réponses de 24 Parties (13 % de toutes les Parties) et de 8 entités non-Parties. L'annexe 1 du présent document contient les détails des résultats du questionnaire (dans la langue d'origine) qui montrent que la majorité des répondants estiment qu'un cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES et un outil de suivi des ressources seraient utiles. Cependant, les opinions divergent sur le contenu et le but de ces outils ainsi que sur leur gestion et leur financement. En conséquence, le groupe de travail du Comité permanent sur le renforcement des capacités devra entreprendre une nouvelle évaluation et débattre d'un moyen concret d'aller de l'avant.
10. Conformément à la décision 18.46, paragraphe b), le Secrétariat a également rassemblé des informations auprès d'autres accords multilatéraux sur l'environnement concernant leurs efforts de renforcement des capacités (voir annexe 2). Le Secrétariat participe aussi au groupe de discussion des coordonnateurs du renforcement des capacités des secrétariats des conventions relatives à la biodiversité et des organisations internationales compétentes afin de partager les informations et de renforcer la coopération interagences. Ce groupe de discussion est coordonné par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.
11. Le Secrétariat est en train d'analyser les besoins des Parties en matière d'application de la Convention tels qu'ils sont exprimés dans les rapports sur l'application. Cette analyse sera mise à disposition, à la présente session, sous forme de document d'information. Les résultats des travaux approfondis sur l'évaluation des besoins qui ont eu lieu en 2016 et sont résumés dans le document SC66 Doc. 20.2 (Rev.1) sont rappelés au Comité pour les animaux et au Comité pour les plantes.
12. Le groupe de travail du Comité permanent sur le renforcement des capacités examinera l'information décrite dans les paragraphes 9 à 11 ci-dessus ; discutera de l'élaboration éventuelle d'un cadre intégré pour le renforcement des capacités (décision 18.42) ; proposera un moyen d'aller de l'avant pour appliquer la décision 18.43 et préparera son rapport pour la 73^e session du Comité permanent.
13. L'information rassemblée par le Secrétariat à ce jour est volumineuse et nécessite une analyse plus approfondie de sorte qu'il serait prématuré pour le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes de fournir une contribution et de faire des recommandations au Comité permanent. Le Secrétariat propose en conséquence que l'application de la décision 18.40 ait lieu aux prochaines sessions du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes. Entre-temps, les comités pourront continuer de contribuer directement aux discussions par l'intermédiaire de leurs représentants qui se joindront au groupe de travail intersessions du Comité permanent sur le renforcement des capacités.

Recommandations

14. Le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes sont invités à :

- a) prendre note du rapport du Secrétariat figurant dans le présent document ; et
- b) nommer un ou plusieurs membres du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes qui se joindront le groupe de travail intersessions du Comité permanent sur le renforcement des capacités.

(responses in the original language / réponses dans la langue d'origine / respuestas en el idioma original)

Résultats résumés du questionnaire sur l'élaboration d'un cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES (Notification n° 2020/027)

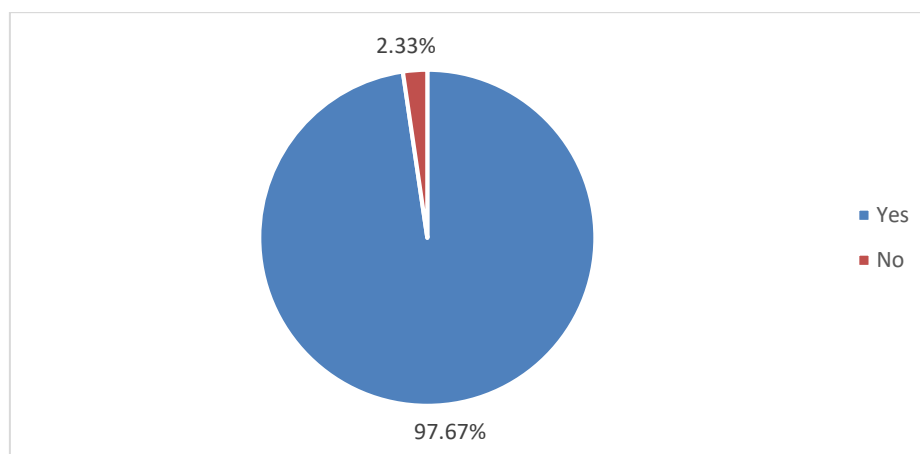
Le Secrétariat a reçu 43 réponses de 24 Parties. 41,4 % des réponses provenaient des Parties et 18,6 % d'observateurs. La plupart des réponses (82,86 %) provenaient de l'organe de gestion, suivi de l'autorité scientifique (11,43 %) et du point focal pour le respect de la Convention (5,71 %).

Région (nombre total de Parties)	Parties ayant répondu
Afrique (52)	Bénin, Botswana, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Maroc, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Zimbabwe
Amérique centrale et du Sud et Caraïbes (31)	Antigua-et-Barbuda*, Chili*
Amérique du Nord (3)	États-Unis d'Amérique, Mexique
Asie (38)	Chine, Émirats arabes unis, Indonésie, Malaisie*, Népal, Thaïlande
Europe (48)	Autriche, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Océanie (8)	Îles Salomon, Nouvelle-Zélande, Vanuatu

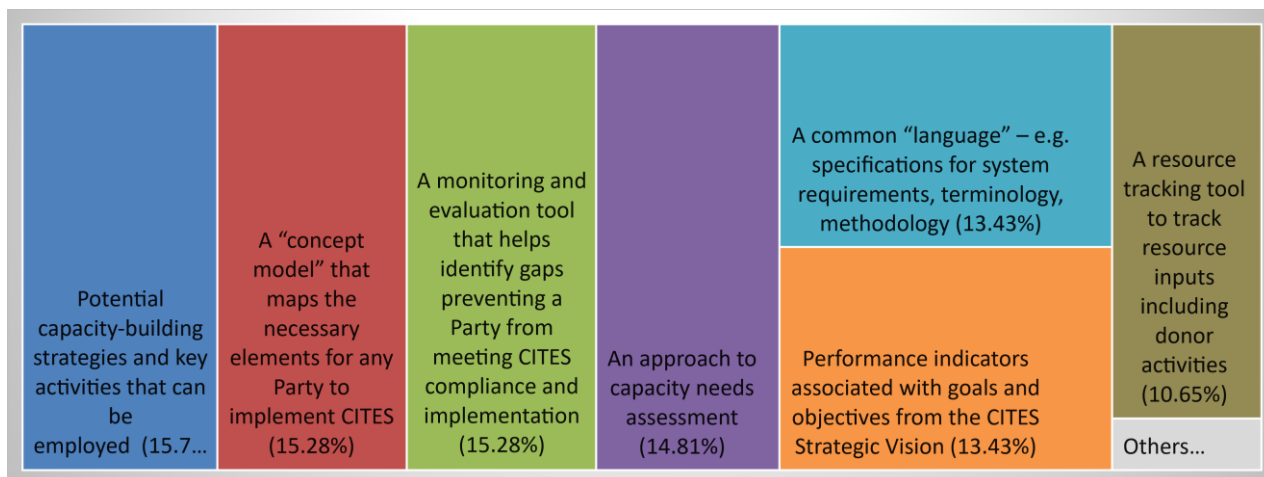
* Parties ayant soumis de multiples réponses

CONSIDÉRATIONS RELATIVES À UN CADRE INTÉGRÉ POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS CITES

Q1 : Pensez-vous qu'un cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES vous aiderait à mieux planifier, établir des priorités et coordonner vos efforts en matière de renforcement des capacités ?



Q2 : Si vous avez répondu « oui », que faudrait-il inclure dans le cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES ?

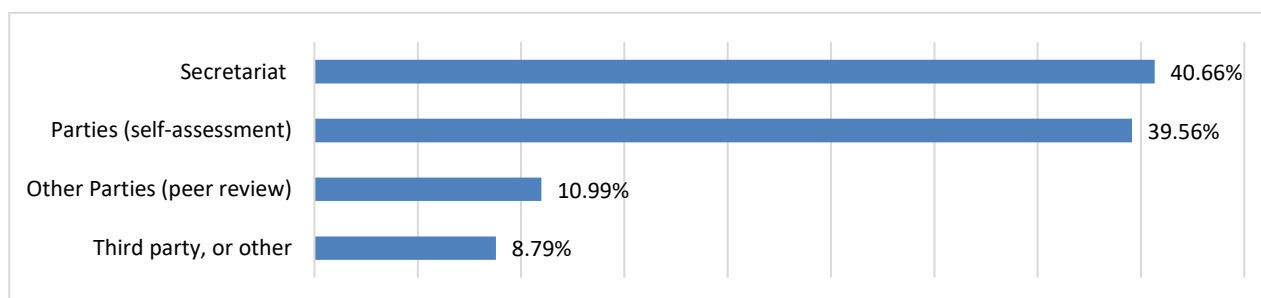


Others:

- Performance indicators based on necessary elements to implement the Convention.
- Performance indicators will be important to this process but might best be informed by considering the breadth of input from Parties (via this questionnaire and subsequent discussions at the technical meetings). To the extent that performance measures could be informed by the CITES Strategic Vision, it is possible that the process being explored via this Notification may also inform the CITES Strategic Vision.
- Putting in place a national training team to be brought together at regional level

ÉVALUATION DES BESOINS

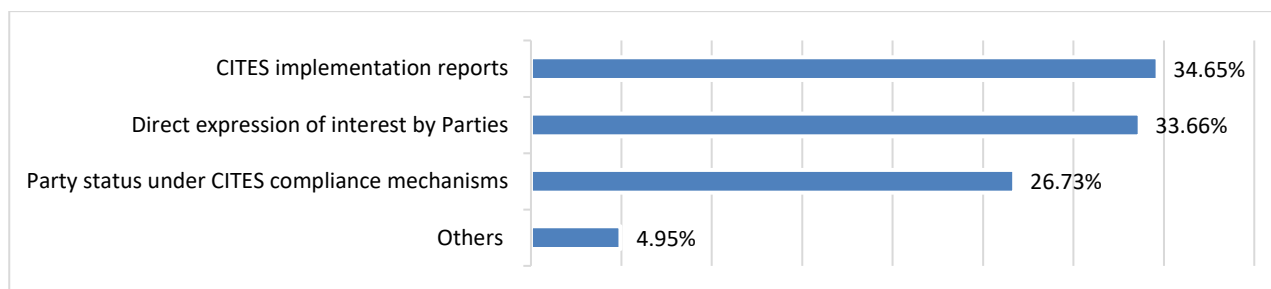
Q3 : Qui doit mener à bien les évaluations des besoins CITES en matière de capacités ?



Others:

1. Parties carrying out self-assessment may want assistance from other Parties or the Secretariat. Some Parties may not have the capability to do assessment on their own.
2. Agreed evaluators from the CITES Secretariat
3. Sub regional organisations
4. Wildlife professionals and NGOs working on the ground
5. National NGO in any countries

Q4 : Quelles données doit-on utiliser pour réaliser des évaluations des besoins ?



Others:

1. Parties may self-report or peer-report based on a combination of data sources: CITES reports, status under compliance mechanisms (e.g. National Legislation Project, Article XIII), and expert opinion. These sources should be established, rather than left open-ended, as part of the development of the needs assessment.
2. Not clear if implementation reports above include reports on illegal trade but these should be included as well as standard national reporting
3. Wildlife Professionals and NGOs working on the ground
4. Randomly collected data by observers
5. Implementación de actividades prioritarias identificadas por las Autoridades CITES Nacionales que pueden incluir; por ejemplo: cursos de capacitación a actores relevantes, implementación de proyectos de investigación para mejorar la información técnica base para elaborar NDF de especies objetivo, reformas a legislación, necesidad de fortalecer las capacidades de personal de actividades de aplicación de la ley y verificaciones en frontera, etc.

Q5 : Veuillez donner des exemples d'activités de renforcement des capacités menées dans votre pays, susceptibles de contribuer à l'élaboration d'un modèle conceptuel pour un renforcement intégré des capacités CITES. Veuillez indiquer comment le besoin a été identifié, quelles sont les parties/acteurs participants, comment l'activité spécifique a été entreprise et donner les résultats mesurables de l'activité.

1. Accounting for export receipts from export of wildlife products by the Central Bank. Automation for the processing of applications for authority to export and tracking the exported products.
2. Africa Wildlife Conservation Medicine: Training, research, basic and essential equipment
3. First, proper channel for the management. There should be enough resources by which animals/plants can survive for a better future. Promote forestation, animal husbandry in rural areas or small villages, efficient water supply across the village/town/forest. Ex-situ provision for the species which are about to Extinct (construction of safari, Botanical gardens) so on. In our country India- so many acts and legal provision helps for the growth of the species and participation makes it much better.
4. Trainings and awareness on CITES-listed species on traded and non-traded species because the locals do not know. NDFs done for traded species. This is all assessed through report analysis.
5. The Training Division routinely undertakes capacity-building activities for public servants. In order to identify courses to be offered, the Division completes a capacity needs assessment which is mailed or emailed to all government offices. Based on the of interest identified in specific courses they then prepare a training schedule of a range of courses. The final list of courses is then disseminated to all government ministries with a request for them to identify suitable candidates. When the course is about to be staged the ministries are then asked to forward the name(s) of the selected candidate(s) to the Training Division. Courses are open to all public servants selected by their ministries and include a range of topics from project management to communication to personal finance management. Following each course candidates are asked to fill out customer surveys within which they may indicate the aspects of the course they were satisfied with and the aspects with which they are dissatisfied. They are also asked to evaluate tutor.
6. Wildlife cybercrime training. It was important due to the increasing usage of social media as an online business platform. Participating parties are mostly enforcement agencies. The activity was more to hands-on activity on how to use the social media for investigation and gather intelligence data. The results were measured through how well each individual/group in the training perform the task given.
7. Short-term NDF and capacity-building projects supported by the Government. Management Authorities and Scientific Authorities were invited to submit proposals to conduct relevant projects on CITES listed species. At the end of the project duration, a final report which includes the results and findings is submitted and presented for evaluation.

8. It is an annual event for the Forest Department of Sarawak to conduct CITES-Capacity-Building workshop with stakeholders comprising of relevant government agencies such as custom department, police, airport security, army, agriculture department, and many others, and the industry people such as wildlife farm operators, planters, etc. Few papers on CITES-listed species and its potential in its international trade are presented in every session. The workshop would usually take 2 to three days, inclusive of a day field excursion to wildlife farm or to premise where CITES-listed plants are commercially planted.
9. a) Legislation review. Domestication of CITES resolutions into domestic law through stakeholder consultations. b) Development of integrated systems for compliance monitoring and trade/players databases including the following: i) Movement of products on trade is monitored through monthly returns, export permits other reports; ii) Awareness campaigns to wildlife operators and general population is conducted.; iii) Border control personnel and other law enforcement agents also assist in monitoring the movement of goods across borders; iv) Training of other law enforcement Agents such as the Zimbabwe Republic police, Prosecution Authorities and the Judiciary on Ivory related issues is done.; v) Joint operation with other law enforcement Agent is also carried out.
10. The Royal Botanical Gardens Kew (RBG Kew) run capacity-building activities in their role as one of the UK's Scientific Authorities. Currently RBG Kew contribute to domestic capacity-building by providing CITES training as part of the MSc Conservation course offered at RBG Kew. This training is also offered to other UK universities. Need was identified to teach conservation students about CITES, which builds capacity of future conservation workers. Future plans also exist to develop a RBG Kew Science Strategy including a new education objective which will include CITES capacity-building. This will be aimed at Universities, adult education and general public awareness to promote knowledge of CITES.
 Joint Nature Conservation Committee (JNCC) run capacity-building activities in their role as one of the UK's Scientific Authorities. In the period March 2017-Feb 2020 JNCC have carried out 25 capacity-building activities including two instances of capacity-building with other parties. JNCC carried out judiciary training in the Southern African region, encouraging the use of impact statements to support CITES cases with the aim of ensuring sentences are more commensurate with the crime. JNCC has carried out similar capacity-building work within the UK which has resulted in dedicated Crown Prosecution Service Prosecutors within England and Wales that are involved in supporting prosecuting illegal wildlife trade cases, and greater communication between courts and wildlife trade experts. Impact assessments are now being used more commonly to lay out the environmental, social and economic consequences of illegal wildlife trade. Domestically JNCC regularly contribute to the National Police Wildlife Crime Officers training course. This is an accredited UK police course aimed at increasing enforcement authorities' understanding of CITES requirements and familiarising them with the species/commodities in trade. Here need was identified that officers working on wildlife crime would need CITES specific training for their role. JNCC also contribute to the CITES course regularly run for UK Border Force staff, where there is need to train new staff undertaking CITES duties at the border. JNCC also provide capacity-building support to UK Overseas Territories (OTs) on general CITES implementation, enforcement and NDFs.
 Domestically, UK Border Force have trained additional staff in preparation for the enforcement and implementation requirements of EU Exit. Border Force have put together a CITES training package for officers working at UK ports and airports. In the last 16 months Border Force has delivered 74 training courses to approximately 950 enforcement and international trade officers as part of a structured programme. This training has started to deliver good seizure results including seizures at ports. Post-Covid19 pandemic this training will continue. Internationally, UK Border Force contribute to several capacity-building activities. In 2019 Border Force co-delivered training in Malawi and Mongolia.
 In Malawi Border Force delivered enforcement training alongside RSPCA International. This was the fourth course of its kind delivered in-country to enforcement agencies and prosecutors. The training included local experts on legislation, identification of species, corruption and financial crime to provide in-country experts the opportunity to deliver presentations and develop their skills. These courses were funded by the UK government under the IWT Challenge Fund and have proved to be extremely successful with an increase in seizures, arrests and prosecutions across Zimbabwe.
 In Mongolia Border Force and ZSL ran three CITES enforcement courses over a three-week period. These courses were delivered to a multi-agency audience and utilised local experts to discuss identification of species, legislation and gender equality. Border Force provided a detector-dog instructor to review, work with and upskill in-country dog teams. The need for this training was identified in a 2018 visit to Mongolia that allowed Border Force officials to scope out the project, meet Mongolian senior officials and visit border posts in order to understand the working environment/pressures of enforcement agencies and to identify suitable training locations. This scoping was invaluable and enabled a number of unexpected problems to be addressed quickly.

UK border force has also worked alongside Border Force International to develop a CITES awareness module during Maritime targeting courses in Viet Nam, Thailand, Panama and Azerbaijan. Some of these courses were run in conjunction with UNODC/CCP.

11. New Zealand's CITES MA delivers training to border officials and undertakes training with border agencies, the periodic assessment of border procedures, in addition to providing regular updates on emerging trade trends etc and sharing of intelligence. Training focuses on the function and delivery of the Convention, permitting requirements, identifying CITES species and specimens and providing tools to do this, and enforcement powers for the seizure of illegally traded CITES species. Stakeholders and partners are notified of changes to Appendix listing, post-COP, to enable compliance with new and amended trade requirements. New Zealand has assisted with enforcement and implementation training in the Oceania region, including in Fiji in 2017 and more recently in Tonga in 2019. We are currently working secure funding to support legislative development in Tonga and Samoa and are working with SPREP to assist Oceania parties with implementation of new CITES listings - particularly supporting development of NDFs for sea cucumbers and Mako sharks.
12. a) Trainings and workshops - targeted groups are stakeholders, NGOs, wildlife traders; b) internet based –Self research (CITES Virtual College) – self-training; c) In-house FAQs – this usually occurs daily in the office especially when new ones are not sure of the implementing activities; d) Education and awareness programs - targeted groups are the public and schools and communities; e) Technical assistance – for us and the stakeholders; f) Field trainings – by officers. All These examples need finance and time to do activities. However, more effective examples are # b, c, f which are practised every day while #a and d need finance to make it happen and #e, when the information is not understandable to us we need assistance from other Parties.
13. Conducting technical workshops and trainings for the veterinarians and agricultural engineers who work in county ports as well as for the police, customs officers and market inspectors. The workshops are conducted on a regular base and are scheduled in cooperation with NGOs such as IFWE. Workshops and training can also be requested by any local authorities or when new decrees are released.
14. Parties and stakeholders are identified based on the topic of the workshops or trainings. For example, if the workshop is about identifying the species of sharks that fall under the CITES, fish market inspectors, veterinarians and custom officers working at ports are invited.
15. The activities undertaken during the workshop or trainings can be as presentations, working groups, practical trainings and discussions. The results can be measured by quizzes, surveys and by following up with trainees.
16. Apart from the normal stakeholders CITES awareness workshop and meetings, there is no example at the moment that will be contributed effectively towards the development of a conceptual model for the integrated CITES capacity-building.
17. The U.S. Fish and Wildlife Service (USFWS) International Affairs program facilitates and supports numerous capacity-building efforts to strengthen CITES around the world. We provide three examples here:
 - In partnership with Wildlife Impact and in collaboration with the Ministry of Environment of Angola (MINAMB), the USFWS aims to strengthen CITES capacity and enforcement of wildlife crime law in Angola, with a specific focus in Maiombe National Park and surrounding areas in Cabinda Province. Completed activities include developing recommendations for CITES-related legislation and other measures for CITES implementation, such as training rangers and wildlife health authorities to manage wildlife confiscations. Next steps include the deployment of two databases for management of CITES specimens in trade and a separate law enforcement import/export tracking system, as well as a final workshop on wildlife confiscations. The need for this project was identified when Wildlife Impact (in coordination with the Ministry of Environment) submitted a strong, competitive proposal for our Combating Wildlife Trafficking grants program in 2017. USFWS invested in these efforts with both technical and financial assistance, motivated by Angola's need for CITES capacity work after the country opened its borders.
 - The U.S. Fish and Wildlife Service with funding from USAID supported 16 professionals from 12 countries in Central America, South America, the Caribbean, and Central Africa, to participate in the University of Andalucía's Master's Degree Program on the Management and Conservation of Species in Trade: the International Framework (aka CITES Master's Course) from April 2017-March 2018. This was made possible through two USFWS partnerships, with Atecma Asesores Tecnicos de Medio Ambiente (ATECMA) and Wildlife Conservation Society (WCS), established through our Combating Wildlife Trafficking grants program in 2017. The partnership with WCS further aims to strengthen country and region-level capacity for CITES in Central America and the Caribbean by supporting the development of non-detriment findings (NDFs), improving availability of data on illegal trade in CITES-listed species, and increasing knowledge of emerging regional illegal wildlife trade threats.

Both projects supported the attendance of the graduates to CITES CoP18, allowing for an unprecedented learning opportunity. Both projects were successfully completed in 2019.

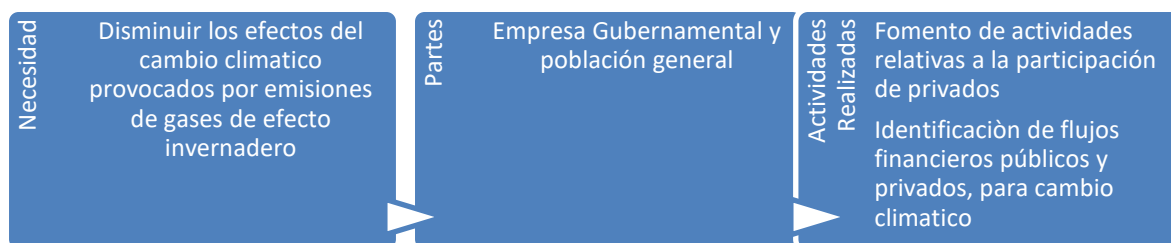
- USFWS and the CITES Secretariat work together through a cooperative agreement (2017-2021) to build capacity for implementing CITES in Southeast Asia. Key outcomes thus far include: enhanced legislation in Myanmar (moving the Party to Category 2 under the National Legislation Project); the development of implementation steps for National Ivory Action Plans in Cambodia and Viet Nam; and a national self-assessment workshop in Lao PDR, where the government created an Article XIII Action Plan in March 2019.
18. From our experience and efforts, capacity-building needs and audiences are multifaceted.
- a. Taking into account the system requirements set out in the Convention, the complexity of the relevant terminology and methodology, and China's particularity in language, culture and scale, it is of the utmost importance for China to enhance the understanding of the rules of the Convention in various departments and regions in the implementation of the Convention. To that end, we translate appendices and valid documents into Chinese after each CoP, distribute them to local government, relevant departments and law enforcement officials, and conduct repeated presentations and training on the provisions to officials and business people.
 - b. Cooperation and collaboration among government departments are also crucial in capacity-building, and China's National Interagency CITES Enforcement Coordination Group (NICEGG) has been implemented from the national level to the provincial level, with great success in compliance and law enforcement.
 - c. In terms of international cooperation and sharing, China has initiated and participated in many joint efforts to combat the illegal wildlife trade. China has continued to send compliance personnel to participate in United Nations training and, in recent years, has been providing training for compliance staff in various countries.
 - d. In law enforcement and justice, through the development of identification manuals and tools, online identification, intelligence exchange the efficiency of law enforcement combating the illegal wildlife trade is greatly enhancing. At the same time, the well-established judicial system regards wildlife crime as a serious crime and severely punishes criminals.
19. L'autoévaluation nationale des capacités à renforcer pour la gestion de l'environnement plan d'action pour les renforcements des capacités pour l'Union des Comores
20. Mise en place d'une équipe nationale mixte spécialisée dans la formation CITES (Besoin exprimé à la suite du constat d'un déficit global de connaissance de la CITES aussi bien des acteurs publics que privé. Cependant l'équipe a du mal à fonctionner faute d'appui conséquent logistique matériel et financier)
21. Renforcement des capacités des agents de contrôle au niveau des ports et aéroport sur l'identification des spécimens de faune et de flore destinés à la commercialisation
22. Restitution obligatoire des formations par les participants (Besoin exprimé suite au constat que les agents formés laissent les connaissances acquises dans leur cartable et n'en font pas bénéficier leurs collègues et les autres acteurs. Activité cependant difficile pour atteindre de grandes cibles faute d'appui conséquent logistique matériel et financier)
23. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de suivi de l'abattage illégal des éléphants (MIKE), la Coordination MIKE soumet, chaque année, un formulaire d'évaluation des capacités d'application de la loi pour les différents sites MIKE. Ce formulaire une fois renseigné par les gestionnaires des sites MIKE, permet d'identifier les besoins en renforcement des capacités et de prioriser les actions urgentes à mettre en œuvre pour accroître les capacités de gestion des sites.
- Un atelier de formation des juges, procureurs et points focaux CITES a été organisé à Abidjan en octobre 2019 pour les pays francophones d'Afrique de l'ouest. Le besoin de cette formation a été identifié par les points focaux CITES de la CEDEAO à l'occasion de plusieurs réunions sous régionales.
- Chaque année, le personnel en poste à l'aéroport d'Abidjan est réaménagé donc comprend de nouveaux agents. L'organe de gestion CITES organise donc une session de formation pour familiariser les nouveaux avec les procédures de contrôle permettant d'appliquer la CITES.
24. Le Maroc a organisé avec la contribution de plusieurs partenaires et dans le cadre de la mise en œuvre de projets des sessions de formations sur la Convention CITES et la loi nationale prise pour son application aux profits des agents forestiers, agents douaniers ainsi que les juges et magistrats.
- Le personnel de l'Organe de Gestion a également bénéficié de formations à l'échelle régionale (Afrique, Région Mena) ce qui lui permet actuellement d'assurer les formations au niveau national en utilisant les ressources CITES.
 - Suite aux recommandations de l'Organisation Mondiale des Douanes d'introduire la CITES dans la formation des douaniers, un module de formation a également été élaboré au profit au profit des agents douaniers en se basant sur les ressources CITES.

- Le besoin pour ce genre de formation et leur contenu ont été identifiés en commun accord avec l'Organe de Gestion et les partenaires concernés (agents forestiers, douaniers et juges).
 - Une augmentation significative des cas de saisie et de confiscation que ça soit à l'intérieur du territoire national ou au niveau des postes frontaliers.
 - Une meilleure compréhension par système judiciaire des infractions liées au commerce illégal de la flore et de la faune sauvage.
25. Je ne représente pas un pays, mais le Secrétariat de la CIPV, de l'OIE et la FAO disposent respectivement d'outils d'évaluation phytosanitaire, en santé animale et en sureté des aliments qui pourraient inspirer la CITES.
26. Coordinan acciones regionales con base en la identificación de las especies CITES más relevantes en el comercio internacional, para generar estrategias tanto regionales, como nacionales y locales e implementar actividades relacionadas a dicha estrategia con evaluación de resultados a corto, mediano y largo plazo. Como ejemplo podemos citar los planes de acción para el Comercio Sustentable de Especies Prioritarias en América del Norte (en el marco de un proyecto apoyado por la CCA; Comisión para la Cooperación Ambiental de América del Norte) y las acciones generadas a partir de estos. <http://www3.cec.org/cites/es/sharks/>
27. A nivel de Guinea Ecuatorial, hemos llevado a cabo un seminario de formación de identificación de las especies protegidas en el marco de la CITES y también tenemos campañas constantes de sensibilización a la población sobre la conservación de las especies protegidas y/o amenazadas.
28. ADUANA – CHILE

ACTIVIDADES DE CAPACITACIÓN CITES AÑO 2019				
ADUANA – CHILE				
Identificación necesidad de capacitación	Organismo capacitador (Autoridad Administrativa)	Dirección Regional o Administración de Aduana que se capacitó	Materias abordadas en taller	Número de funcionarios capacitados
Detección de necesidades de capacitación desde el nivel central	SERNAPESCA	Dirección Regional Aduana de Talcahuano	<ul style="list-style-type: none"> • Control de exportación e importación de productos pesqueros y acuícolas. • Fiscalización pesquera; importación de especies ornamentales y material biológico o patológico; • Ley N°20.962 /2016; • Rol de SERNAPESCA como autoridad administrativa CITES. • Artículos personales y bienes del hogar (Resolución 13.7 de la Convención CITES) 	127 funcionarios
	SERNAPESCA	Administración Osorno		
	SERNAPESCA	Dirección Regional Aduana Valparaíso		
	SERNAPESCA	Dirección Regional Aduana Metropolitana		
	CONAF	Dirección Regional Aduana Coquimbo		
Detección de necesidad de capacitación por parte de los funcionarios de la Aduana	SERNAPESCA	Dirección Regional Aduana Puerto Montt	<ul style="list-style-type: none"> • Control de exportación e importación de productos pesqueros y acuícolas. • Fiscalización pesquera; importación de especies ornamentales y material biológico o patológico; • Ley N°20.962 /2016; • Rol de SERNAPESCA como autoridad administrativa CITES. • Artículos personales y bienes del hogar (Resolución 13.7 de la Convención CITES) 	

29. En conjunto con la Autoridad de Observancia de Chile, específicamente el Servicio Nacional de Aduana se han efectuado capacitaciones en los principales pasos fronterizos de Chile sobre comercio y tráfico de especies acuáticas CITES. La necesidad surgió luego de que ellos al estar en primera línea detectaron que no podían diferenciar o reconocer especímenes, partes o derivados de especies acuáticas que son jurisdicción nuestra. Además, se incluyeron identificación de documentos sanitarios, tributarios y otros que avalan exportaciones o importaciones de todo tipo de especies acuáticas (pesqueras, acuícolas y protegidas) que pasan por nuestras fronteras. Los resultados cuantificables son los listados de funcionarios que fueron capacitados.
30. Dentro de los ejemplos de esfuerzos de fomento de capacidad en nuestro país es importante mencionar el Programa de Fomento de Capacidades en Desarrollo baja en emisiones, que es una iniciativa que cuenta con

el financiamiento de la Unión Europea, implementado por PNUD y ejecutado por el Ministerio del Medio Ambiente, puesta en marcha desde el 04.SEP.018 al 31.DIC.018. y en proceso de renovación.



Resultados:

- Diseño y funcionamiento de un Sistema Nacional de Inventario de GEI.
- En Marcha de un marco para un Programa de Gestión del Carbono de manera voluntaria en Chile, Huella Chile, que permita a actores públicos y privados evaluar y gestionar sus emisiones de GEI a nivel corporativo. 143 organizaciones participan en él a diciembre de 2016.
- Definir un marco que permita caracterizar y cuantificar el impacto de las acciones nacionales apropiadas de mitigación (NAMAs, por sus siglas en inglés) elaboradas por Chile para abordar el cambio climático.

Lo anterior siendo posible extrapolarlo, poniendo énfasis en que las Partes y la Secretaria deben contar con programas adecuados de fomento de capacidad, con la finalidad de poder fortalecer las habilidades técnicas que poseen los diversos actores encargados en la CITES actualmente en el país.

Q6 : Veuillez nous faire part de toute recommandation ou commentaire sur le projet de Cadre conceptuel pour le renforcement des capacités CITES figurant dans le document CoP18 Doc. 21.3 Annexe 3.

1. It can be suggested to ask at least two universities of each Party to check and give feedback.
2. Data on the country's approved export quotas should be shared by all institutions involved in facilitating the export of the same for monitoring purposes.
3. There might be a need to simplify the conceptual framework.
4. The draft framework focuses on the delivery of face-to-face training but should also explore online platforms such as the staging of webinars and online training.
5. Countries illegal trade reports should be included in the 'effective compliance considerations' box.
6. List of potential donors for Parties to organize capacity-building activities. Some Parties may need financial aid to carry out capacity-building activities from planning to actual execution.
7. Malaysia strongly support approaches and action taken for build up a capacity within Parties as in line with CoP18 Doc. 21.3. We believe strong manpower understanding CITES requirement to control and combat illegal trade of endangered species is a key factor to ensure the exploitation of endangered species is minimize and controlled.
8. The framework quite covers in all of the main capacity-building needs.
9. There is need to include the local communities in the capacity-building frame as they are the prime custodians of the wildlife resource.
10. For Solomon Islands, the draft Conception Frameworks for CITES Capacity-Building shows everything that we need for capacity-building.
11. The draft Conceptual Framework for CITES Capacity-Building looks good and if it works well, it will be useful for many member countries.
12. We believe that the framework is a little narrow to reflect the values and expectation advocated by the new CITES strategic vision, and that it is challenging to help us determine whether strategic goals can be achieved through capacity-building efforts. The framework would be more systematic and practical if revised according to the goals settled and indicators being discussed of the CITES Strategic Vision 2020-2030.
13. The United States submitted Doc. 21.3 at CoP18. The U.S. Management and Scientific Authorities are delighted to work with other CITES Parties through the working group and to receive feedback through this questionnaire about a potential Conceptual Framework for CITES Capacity-building. Should the Parties find such a framework useful, we believe strongly that this collaboration among Parties will yield a powerful tool to guide future efforts for strengthening global capacity for implementing the Convention.
14. Generally, support the conceptual framework that maps and visually demonstrates how capacity-building can support CITES implementation - support the simple approach and the focus on key performance indicators that are necessary to implement the Convention. Suggest it should be supported by further clarity on types of capacity-building at the different stages/points in the framework - this would assist new or less well-

resourced Parties understand what is available and expected of them. In our region capacity-building is useful both for helping parties set up the right structures and legislation at the beginning and then to help avoid or remedy compliance measures as they go forward. Suggest adding reference to reporting in the process box as this is a requirement and can result in compliance measures.

15. Le modèle conceptuel pour le renforcement de capacité présente principalement les cibles spécifiques et la chaîne de résultats y afférente et les stratégies à adopter, sans pour autant spécifier les étapes à suivre. En effet, étant donné qu'il est destiné à standardiser la stratégie de renforcement des capacités des différentes Parties de la CITES, il serait peut-être judicieux de : i) Lier les cibles identifiées aux menaces directes et aux facteurs qui contribuent à ces menaces ; ii) De définir la stratégie à adopter et les actions qui conduiront aux résultats espérés ; iii) D'étoffer la chaîne de résultats proposée par des indicateurs qui permettent de tester et d'évaluer les actions mise en place.
16. Il doit être établi en consultation étroite avec les pays et les parties prenantes. Il doit avoir des indicateurs clairs et SMART.
17. La recomendación sería: aportar asistencia técnica a las partes necesitadas para la elaboración de un marco conceptual para el fomento de las capacidades a nivel nacional.
18. El esquema presentado en el Anexo 3 del Documento 21.3 (CoP18), presenta actividades que son el resultado de la implementación integral de varias disposiciones de la CITES (articulado de la CITES, Decisiones y Resoluciones). Sin embargo, contiene varios conceptos que por sí mismos no se encuentran definidos en el marco de la Convención, como el significado de "efectiva" cuando se califica a una Autoridad Científica/Administrativa/Aplicación de la Ley o bien, la existencia de un "sistema" de Permisos/Trazabilidad/Validación (que puede variar entre distintas especies o grupos de especies). Las Partes de la CITES se encuentran con capacidades y necesidades diferentes para la implementación de la Convención (articulado de la CITES, Decisiones y Resoluciones) y no existe un grado óptimo de efectividad que pueda ser establecido como meta (siempre existirán mejoras por implementar). Por tanto, si se desea crear un único conjunto de herramientas de evaluación, consideramos pertinente utilizar una ruta ya consensuada que está representada por la Visión Estratégica de la CITES. De esta forma, las Partes podrán reportar sus avances en la implementación de los indicadores ya acordados. De otra forma, se requeriría crear indicadores para el articulado, Decisiones y Resoluciones de la CITES en su totalidad.

El esquema presentado en el Anexo 3 puede ser utilizado en los cursos de creación de capacidades del colegio virtual de la CITES para esbozar una visión integral del funcionamiento de las distintas Autoridades de la Convención. Para ello, adicionalmente, el cuadro se beneficiaría de incluir:

- En el recuadro de "Country Level CITES Systems in Place"- una caja sobre NDFs:
 - "NDF protocols for key exported species"
 - Una liga a una tercera caja desde el recuadro "Country Level CITES Systems in Place". Esta caja puede llevar el título "Promote conservation and sustainable use of Appendix I species" e incluir la implementación de estrategias de repoblación y comercio sustentable a partir de reproducción en cautiverio (para aquellas especies que lo permitan).
 - En el recuadro de "Effective Compliance Considerations" no es necesario hacer mención puntual al seguimiento e implementación de Resoluciones particulares (de hacerlo así, sería un cuadro poco manejable), en su lugar sugerimos incluir un apartado sobre Seguimiento e implementación de Resoluciones y Decisiones vigentes, y con ello eliminar la necesidad de hacer referencia a acciones específicas como la implementación de los National Ivory Action Plans.
19. En relación al marco conceptual para el fomento de la capacidad, en relación a CITES, se requiere precisar un procedimiento de actuación de las autoridades científicas, administrativas y de observancia, derivado del control y fiscalización, al ingreso y salida del país, de los especímenes de las especies, partes, productos o derivados de las especies o subespecies exóticas incluidos en los Apéndices de la Convención CITES.

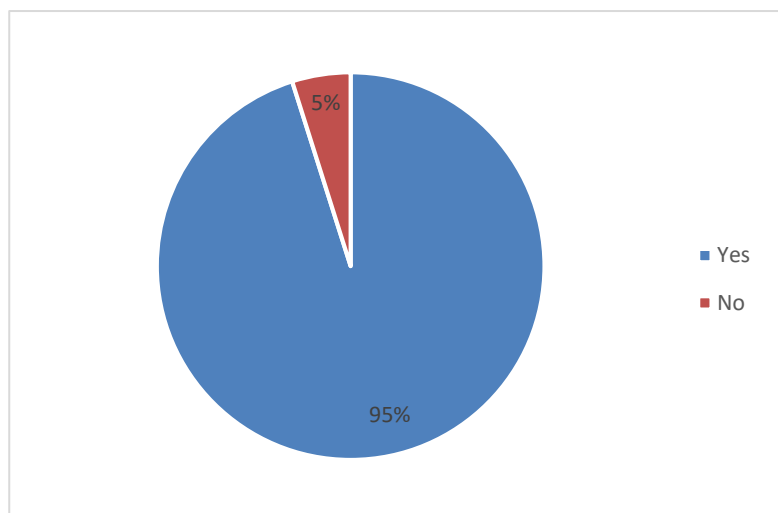
Se trata de un trabajo que estamos llevando a cabo en nuestro país pero que falta desarrollar, teniendo en consideración que la Ley Nº 20.962, que aplica en Chile la Convención sobre Comercio Internacional de Especies Amenazadas de Flora y Fauna Silvestres, entró en vigencia el año 2016.

En dicho contexto, para el Servicio Nacional de Aduana se hace imprescindible contar con la asesoría de la autoridad científica, lo anterior teniendo en consideración la labor fiscalizadora que debe llevar a cabo Aduana en el ingreso y salida de especies protegidas por la Convención y en su calidad de ministro de fe, dispuesto en el Artículo 6º de la Ley.

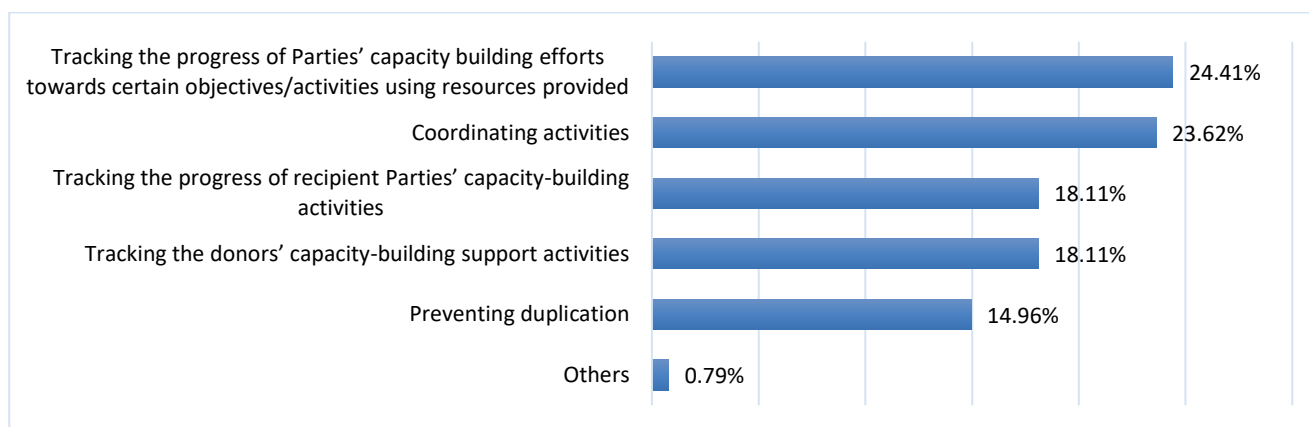
20. El modelo es correcto en teoría no obstante, es importante indicar que debe existir una fuerte cooperación entre los diversos actores y por supuesto capacitación también dentro de nuestras mismas instituciones
21. Se podría incluir a las especies del Apéndice III. En relación al cumplimiento efectivo, cada Parte podría tener presente los planes de acción que posean.

GESTION DES OUTILS ET DES INDICATEURS DE SUIVI DES RESSOURCES (COP18 DOC. 21.3 ANNEXE 4)

Q7 : Pensez-vous qu'un outil de suivi des ressources soit nécessaire ?



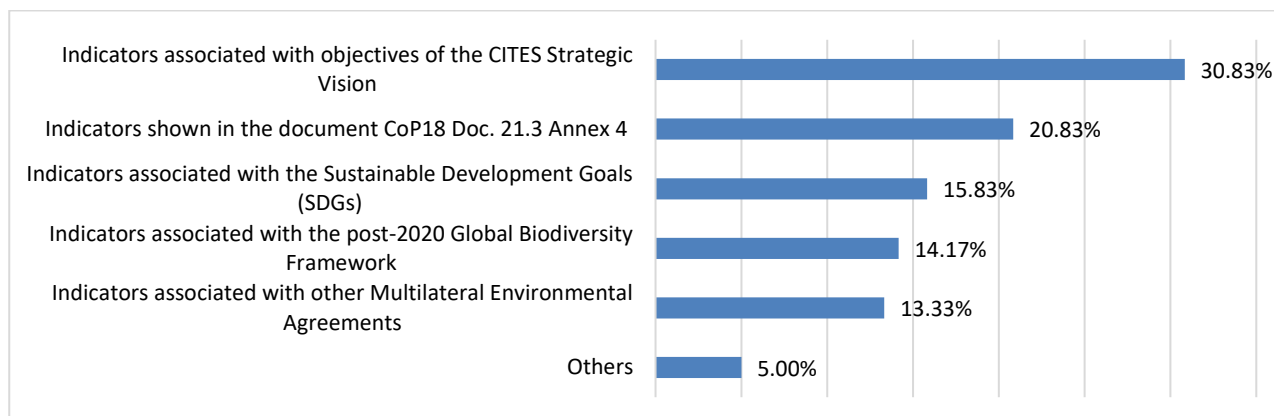
Q8 : Si oui, à quelle fin souhaitez-vous utiliser l'outil de suivi ?



Others:

1. To help countries access funding

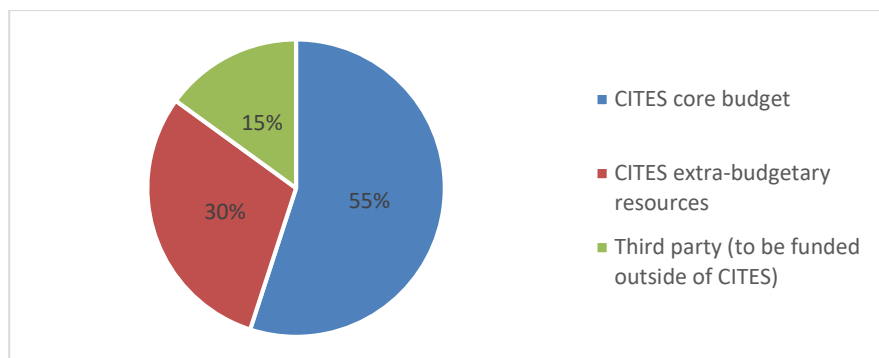
Q9 : Quels types d'indicateurs estimez-vous utiles pour le suivi des ressources ?



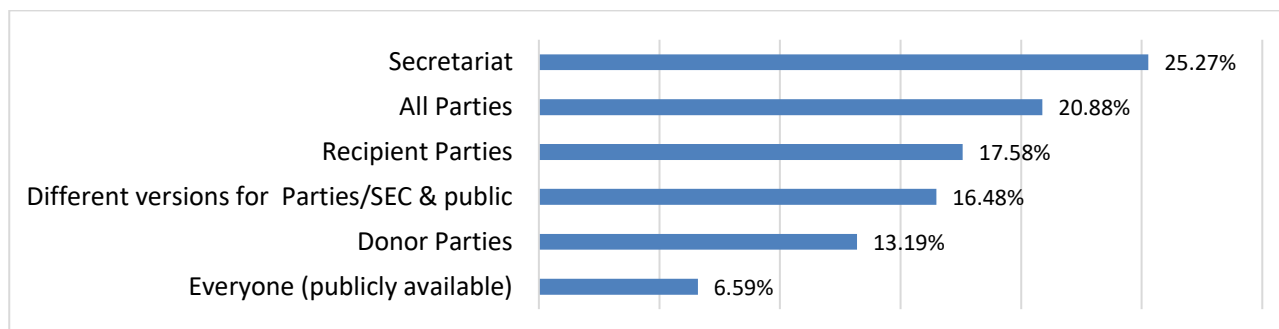
Others:

1. Indicators need to be kept simple targeted and measurable
2. Indicators associated with SDGs/post-2020/MEAs should only be included to the extent they are relevant to the delivery of CITES obligations
3. Indicadores de cumplimiento con las normativas internas de cada parte e indicadores de convenios con países vecinos o cercanos en una región y también con las OROPs.
4. Indicadores sobre el número de hallazgos / número de hallazgos mismo periodo año anterior.
5. Los recursos de donantes pueden ser otorgados para actividades en el marco de Decisiones o Resoluciones, o bien fortalecimiento a tareas específicas para mejorar la implementación de la CITES, por tanto, cada recurso tendría que tener sus propios indicadores de éxito y seguimiento.

Q10 : Comment financer l'élaboration et la gestion de l'outil de suivi ?



Q11 : Qui doit avoir accès aux données ?



Q12 : Veuillez nous faire part de toutes les recommandations ou de tous les commentaires concernant le projet de cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES « Example of a Resource Priority Tracking Tool » figurant dans le document CoP18 Doc. 21.3 Annexe 4.

1. That is fine since it is new. We will learn from that resources priority tracking tool.
2. The United States submitted Doc. 21.3 at CoP18, including Annex 4. We are eager to work with other Parties to develop a Resource Priority Tracking Tool, if the Parties deem this helpful.
3. We support the development of a prioritisation tracker such as the one shown in CoP18 Doc. 21.3 Annex 4. The Red-Amber-Green scoring system for each indicator is useful and easy to understand. Providing a global average score for each indicator is a useful gauge of how well the convention is being implemented with respect to that indicator across all parties. This score will help to identify areas of implementation that present a problem for many parties, which could feed into future planning as to how to improve effectiveness and implementation of the convention. The notes section is also helpful for providing more context as to why an indicator score has been given and can act as quick-glance source of information for each country and each indicator. It would be helpful to know if any guidance material will be produced alongside this tracking tool explaining how indicator scores are calculated/ assigned/ defined. For example, for indicator 1a.1 'Relevant national legislation drafted' it is clearly stated that a score of 1-4 relates to the Party's category under the National Legislation Project. However, indicators 1b-d which score authorities don't give any information as to what

that score means (i.e. how is an 'adequate authority' defined, vs a 'minimal' or 'effective' authority). As a more coordinated approach to capacity-building is needed, we would like to see a tracker or tool that focuses upon identifying areas of capacity-building demand, overlap and collaboration, alongside a tracker that prioritises resource as shown below.

4. Le cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES, présente un cadre adéquat pour assurer un échange d'informations, d'expertise entre les différentes Parties de la CITES, et permettra par la suite de standardiser les pratiques entre ces Parties, facilitant ainsi, le contact et la coordination entre elles, lors des éventuelles opérations de lutte contre le commerce illégal des espèces sauvages, il serait donc utile pour le suivi d'utiliser les indicateurs associés aux objectifs de la vision stratégique de la CITES .
5. Consideramos que (como en el caso del modelo conceptual), no debería de existir una sola herramienta de seguimiento de prioridades. Cada actividad debería contar con sus propios indicadores de éxito y seguimiento, y esta información podría estar disponible en el sitio web de la CITES.
Como comentario el marco integrado aporta una idea correcta respecto al fomento de la capacidad CITES, haciendo pensar que como organismo de Observancia requerimos cooperación eficaz con los entes administrativos y científicos, siendo la única manera de evitar el tráfico ilegal y controlar el comercio de especies CITES
6. Como autoridad de observancia, Aduana requiere continuar capacitando a los funcionarios sobre técnicas de detección y métodos de ocultamiento de especies, orientada a los funcionarios que trabajan en la línea, para lo cual se hace necesario seguir desarrollando un plan de trabajo con nuestras autoridades administrativas (SAG-CONAF-SERNAPESCA) e incorporar en este plan a las autoridades científicas.
Otro aspecto a considerar y no menos relevante, es el reconocimiento y validación de los documentos que se presentan frente a un ingreso o salida de especie o espécimen protegido, dependiendo al apéndice al cual corresponda. Ya que se ha detectado falsificación de certificados CITES y frente al desconocimiento del personal de fiscalización han tratado de utilizar y reemplazar las certificaciones sanitarias por las que exige la Convención CITES.
Lo anterior, se debe desarrollar conjuntamente con la evaluación permanente de los riesgos asociados al tráfico de especies protegidas.

Q13 : Veuillez nous faire part de toutes les informations, des exemples et expériences, y compris les études de cas, qui peuvent contribuer à l'élaboration d'un cadre général pour le renforcement des capacités.

1. CITES is overreaching in its mandate role. It is complicit in the killing of Africa's wildlife and thus by implication protecting the illegal trade of Africa's wildlife. Captive Breeding Operations is the only way to save rear species and the South African Government is blocking the only CBO for white rhinos to be registered as a CITES CBO. We need assistance with the saving of a Key1 CBO of 1771 rhinos that will most certainly die if legal trade in legal rhino horn is not permitted for this successful CBO.
2. There is a need to identify training needs for all the Parties, especially the Scientific Authority and the Management Authority. Then prioritise the training in line with the availability of funds then do the trainings in a phased approach. If possible, some of the capacity-building efforts can be combined for Parties in the same region for uniformity in the implementation of the Convention.
3. Malaysia has benefited from the ITTO-CITES programme and the CTSP which had tremendously improved the management and conservation of CITES-listed species over the years. We wish to see the continuation of such programmes.
4. Massive consultation with the stake holders followed by need assessment of those concerned.
5. With the implementation of annual CITES-Capacity Building workshop more people, particularly among the enforcement agencies, aware of CITES ruling and what is required out of them in assisting the Management Authority in the implementation of CITES ruling.
6. Smuggling of the carapace of sea turtle and dried sea horse into Malaysia from Taiwan, products in a container are declared as a mixture of Chinese medicine and enforcement officer at an entry point released by a declaration and tailgate inspection.
7. The framework quite covers in all the main capacity-building needs.
8. Considering the e-learning approach as it is easier and can reach everyone with lower cost. For example, establishing an online course website where the trainee obtains certificates once passing these courses. It can be achieved by working in an integrated approach to put it in the Academy of Customs and Environmental Police.
9. Each party should have highly trained experts to look after the countries CITES capacity-building needs. This I think is easier, reliable and less expensive. In the smaller island countries in region we have no CITES Experts only those who have worked and learn from Experience and regional trainings and workshops, Online CITES college.

10. UK Border Force Officials are involved in World Customs Organisation, Interpol and UNODC on both the drafting and delivery of CITES training projects. Border Force Officials note that training is now becoming much more structured with agencies working in partnership. UK Border Force Officials were involved in a training team in Tanzania which comprised WCO, Interpol, UK Border Force and South African Revenue Service. This training was all delivered to a uniform standard, using the same terms, and material which allowed for a professional approach to training. This appeared to make a big difference to the students' learning and understanding.
The new ICCWC approach should be welcomed and will start to deliver results if it continues to be targeted and delivered as coordinated multi-agency activity. Many of the issues to be addressed are at the frontline (at the border at airports, seaports etc) and in addition to CITES upskilling can also involve basic Customs/Police skills which may also be lacking.
11. As noted in CoP18 Doc. 21.3, we have found the Open Standards for the Practice of Conservation to be valuable in guiding the development of a capacity-building framework.
12. L'exemple de la Convention sur la Diversité Biologique qui recommande d'organiser des ateliers consultatifs régionaux et des forums de discussion en ligne pour permettre à toutes les parties prenantes de contribuer à l'élaboration du cadre général pour le renforcement des capacités en tenant compte de l'ensemble des vues exprimées et des informations reçues.
13. Aucune étude de cas n'a été réalisée en République Centrafricaine qui peut aider à l'élaboration d'un cadre général pour le renforcement des capacités.
14. Le cadre intégré pour le renforcement des capacités CITES, présente un cadre adéquat pour assurer un échange d'informations, d'expertise entre les différentes Parties de la CITES, et permettra par la suite de standardiser les pratiques entre ces Parties, facilitant ainsi, le contact et la coordination entre elles, lors des éventuelles opérations de lutte contre le commerce illégal des espèces sauvages, il serait donc utile pour le suivi d'utiliser les indicateurs associés aux objectifs de la vision stratégique de la CITES.
15. El Servicio Nacional de Aduanas como autoridad de observancia fiscalizará el cumplimiento de las disposiciones de la Ley N° 20962 del 21.10.2016y colaborará con los organismos competentes en la investigación de las infracciones y delitos previstos en esta ley, sin perjuicio de las demás atribuciones que les confiera la legislación vigente.
No obstante, de lo señalado precedentemente, el Servicio Nacional de Aduanas junto con las autoridades administrativas realiza constantemente capacitaciones a los funcionarios sobre técnicas de detección y métodos de ocultamiento de especies, orientada a los funcionarios que trabajan en la línea, como bien se señaló en la respuesta a la Q5.
16. Como organismo de observancia, se nos establece verificar que la Ley CITES, se cumpla dentro del marco legal de nuestro territorio nacional, en tal sentido existe una cooperación adecuada con respecto a los entes administrativos y científicos, pero sería de gran ayuda generar un marco integrado para el fomento de capacidad de la CITES le ayudaría planificar, priorizar y coordinar mejor los esfuerzos para evitar el comercio ilegal de especies CITES.
17. El fomento de capacidad que se desarrolla constantemente son las capacitaciones, dirigidas a funcionarios de la institución como también de otras autoridades CITES (observancia). Estas actividades se desarrollan a nivel nacional y las temáticas son la convención, ley CITES nacional, los procedimientos de CITES internos y reconocimiento de especies.
18. Asociar a las ONG'S ambientales, sector privado o la Sociedad Civil.

Q14 : Veuillez nous communiquer toute idée, commentaire ou observation supplémentaire de la manière la plus concise possible.

1. In order to effectively monitor and account for international trade of wildlife products, CITES Secretariat should consider engaging all institutions in a country that are involved in facilitating trade of such products. Data based on issuance of export or import permits is not entirely accurate as some of the issued permits end up not being used.
2. No more comments for the time being but maybe in the future when we fully understand the conceptual framework for capacity-building and the resource tracking tool.
3. Capacity needs are always evolving with changes in technology and emerging threats and challenges. Online capacity-building for certain things must be mandatory for Parties for effective implementation of the Convention. For example, basic appreciation of the Convention text and interpretation of decisions.
4. Capacity-building framework should seek to deliver a range of tools to parties aimed at all CITES relevant agencies. This includes training opportunities for CITES Management Authorities, CITES Scientific Authorities and Enforcement Authorities.
5. The framework must be available with many languages such as Arabic.

6. On the final question about access, it is important to note that it is not only Parties who are donors and/or contributors to capacity-building efforts - observers and other third parties often frequently contribute as well - so it is important the tracking tool is publicly available, so that potential donors/suppliers of technical assistance etc have a transparent way of knowing what else is or has been provided in countries, otherwise it will not resolve problems of duplication of effort.
7. The capacity-building framework should be simple, flexible and practical and not just only workable on paper.
8. Involvement of outsider expert in the development of comprehensive capacity development Framework.
9. Though Sarawak Forest Department still the Management Authority for the State of Sarawak the major function in the implementation of CITES in Sarawak has been handed over to Sarawak Forestry Corporation.
10. From the consideration of the example given in document CoP18 Doc.21.3 Annex 4, it can be understood that ratings of 1 – 4 are to be given to various fields. At the same time, however, I am curious about the level of standards or basis in which other countries will be judged by, as well as who will be responsible for the assessments. In cases where assessments are comprised of either “Yes or No” or “Present or Absent” of country capacity to implement CITES in each indicator, the procedures will be easy to rate it. If the assessment forms are comprised of “good”, “strong”, or “effective” of each implement on CITES, there may difficult to decide which rating should be given to that country. Therefore, in this case, should provide clear specify criteria to assess them. In addition, the ranking of ratings should also be expanded further among subjects, for example; if a country is found with the same overall ratings for different fields, the assessment must choose which fields should be prioritized over the others.
11. UK Border Force Officials note that in some countries where they have delivered training the in-country training is poorly coordinated, with an inconsistent approach to training and different materials are used by different countries. It appears that there is a lack of coordination in delivery not just amongst enforcement agencies but also NGO’s, with some countries being the beneficiaries of considerable training input and other countries receiving little or no training despite facing the same enforcement issues. A coordinated and tracked approach for capacity-building may help to reduce these inconsistencies in training and enforcement. Under Q2 ‘what should be included in an integrated framework’ we have selected c) a concept model, however we would like to know more about what this concept model would entail. We would not want this model to be used to introduce new burdens on parties as to how they implement the convention and we believe any concept model would need to be discussed by parties at a Standing Committee or CoP. We would be content if this concept model was a general model, similar to the figure set-out in CoP18 Doc. 21.3
Under Q3 ‘Who should conduct the CITES capacity needs assessments?’ we have selected d) a third party, however we believe this third party should be an entity with relevant skills to analyse the data provided for the assessment. We believe this third party should undertake some of the needs assessment and that this third party assessment should be reviewed by the Secretariat. The third party should provide capacity-building recommendations to parties as a result of its assessment.
Under Q11 ‘Who should have access to the data?’, we have selected e) as many CITES documents are currently publicly available. However, we acknowledge that recipient countries may not want details of their capacity-building activities shared publicly, so also consider f) a reasonable choice.
12. We recommend strengthening communication, sharing and collaboration among management authorities among scientific authorities and among law enforcement focal points.
13. Il faudra mettre en place un mécanisme de soutien financier pour appuyer les Etats dans le renforcement de capacité des acteurs
14. L’exemple de la Convention sur la Diversité Biologique qui recommande d’organiser des ateliers consultatifs régionaux et des forums de discussion en ligne pour permettre à toutes les parties prenantes de contribuer à l’élaboration du cadre général pour le renforcement des capacités en tenant compte de l’ensemble des vues exprimées et des informations reçues.
15. Dentro de los comentarios, sería de gran importancia ampliar las capacitaciones en la identificación y reglamentación de especímenes CITES, en los diferentes organismos encargados de hacer cumplir esta Ley, con la finalidad de tener funcionarios más preparados en todas las instituciones correspondientes disminuyendo errores procedimentales en el quehacer diario
16. A nivel de la Autoridad Administrativa y en colaboración con la Autoridad Científica, crear una comisión ad-oc para coordinar este trabajo y que se les debe someter a una formación previa.
17. Respecto a las coordinaciones entre las distintas Autoridades CITES (Administrativas, observancia, científicas), se pueden realizar convenios de colaboración para establecer los términos de esta. i) Es necesario contar con la cooperación de otros organismos relacionados con el ámbito de acción, como fundaciones, ONG, entre otras; ii) La Secretaría podría aumentar el apoyo a países Parte, en actividades que tengan resultados relacionados a mejorar la aplicabilidad de la Convención.

Résumé des informations émanant d'autres conventions relatives à la biodiversité,
concernant leurs efforts de renforcement des capacités

Convention sur la diversité biologique (CDB)

Le Secrétariat a adopté une approche stratégique, intégrée et axée sur les résultats vis-à-vis du renforcement des capacités, conformément à la [décision XIII/23](#) (CdP13, Cancún, décembre 2016). Celle-ci reconnaît qu'en matière de renforcement des capacités, les outils et méthodologies varient selon les besoins et les contextes du public ciblé et que la participation d'organisations partenaires et de parties prenantes est cruciale pour la réussite de toute intervention de renforcement des capacités.

La [décision XIII/23](#) comprend aussi un Plan d'action à court terme (2017-2020) pour améliorer et appuyer le renforcement des capacités à l'appui de la mise en œuvre de la Convention et de ses protocoles, et prie le Secrétaire exécutif de lancer un processus d'élaboration d'un cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités au-delà de 2020, en faisant en sorte qu'il concorde avec l'élaboration du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.

Dans le cadre du processus, la Conférence des Parties, dans sa [décision 14/24](#), prie la Secrétaire exécutive de commander une étude visant à offrir une base d'information pour la préparation du cadre stratégique à long terme pour le renforcement des capacités au-delà de 2020, d'élaborer un [projet d'éléments](#) du cadre, d'organiser des [ateliers consultatifs](#) et des forums de discussion en ligne sur le projet d'éléments et de présenter le projet de cadre stratégique à long terme pour examen à l'Organe subsidiaire chargé de l'application à sa troisième réunion puis à la Conférence des Parties à sa quinzième réunion.

Convention sur les espèces migratrices (CMS)

La CMS encourage une approche verticale, de la base vers le sommet, pour identifier les objectifs spécifiques, stratégies et activités de renforcement des capacités qui serviront à refléter les besoins des pays et des régions. Le renforcement des capacités figure parmi les conditions favorables à l'application du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023, adopté par la 11^e session de la Conférence des Parties à la CMS (COP11, Quito, novembre 2014). Le but 5 du Plan stratégique, Améliorer la mise en œuvre au moyen d'une planification participative, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités, comprend l'objectif 15 : *Les bases scientifiques, l'information, la formation, la sensibilisation, la compréhension et les technologies concernant les espèces migratrices, leurs habitats et systèmes migratoires, leurs valeurs, leur fonctionnement, leur état et leurs tendances, ainsi que les conséquences de leur appauvrissement, sont améliorées, largement partagées et transférées, et efficacement appliquées.*

La 12^e session de la Conférence des Parties à la CMS (COP12, Manille, octobre 2017) a établi un Mécanisme d'examen et Programme sur la législation nationale, dans le but d'aider les Parties à la CMS à appliquer la Convention. Le Programme sur la législation nationale est une activité de soutien, non conflictuelle et de facilitation, visant à garantir le respect des obligations de chaque État de l'aire de répartition d'une espèce migratrice inscrite à l'Annexe I, dans le contexte de la législation nationale appropriée. Le programme envisage la fourniture, entre autres, des documents d'orientation, des projets de loi type, des ateliers d'assistance technique et de renforcement des capacités pour permettre aux Parties de remplir leurs obligations.

Plateforme intergouvernementale, scientifique et politique, sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)

Le programme de travail continu de l'IPBES jusqu'en 2030 a été adopté à la 7^e plénière de la Plateforme (Paris, avril-mai 2019) et compte six objectifs. L'objectif 2, sur le renforcement des capacités, vise à *renforcer les capacités des individus et des institutions en vue d'une consolidation de l'interface science-politique pour la biodiversité et les services écosystémiques*, et comprend trois actions :

- apprentissage et engagement améliorés ;
- accès facilité à l'expertise et à l'information ; et

- capacités nationales et régionales renforcées.

Le [Plan continu de l'IPBES sur le renforcement des capacités](#) décrit des stratégies relatives aux besoins en matière de renforcement des capacités et des approches de travail avec les partenaires. Toutes les contributions à l'application du plan continu sont présentées à la plénière de l'IPBES. Les gouvernements et autres parties prenantes sont encouragés à contribuer au renforcement des capacités IPBES par : des contributions au Fonds d'affectation spéciale de l'IPBES ; des contributions en nature aux travaux de renforcement des capacités de l'IPBES ; un appui technique ou financier direct à d'autres institutions sur les besoins prioritaires en matière de renforcement des capacités ; et l'harmonisation des activités de renforcement des capacités.

Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)

La CIPV a adopté, en 2012, une [Stratégie nationale de renforcement des capacités phytosanitaires](#). Le but est d'établir une compréhension commune de la capacité phytosanitaire nationale, de fournir une base d'évaluation des capacités existantes et des besoins de capacités et de formuler, appliquer et évaluer les réponses en matière de renforcement des capacités. Elle fournit également des cadres logiques et des plans de travail à l'intention des organisations nationales de protection des plantes, afin de les aider à élaborer leurs plans d'action nationaux, et à l'intention des donateurs, pour qu'ils puissent comprendre les résultats escomptés.

La CIPV a aussi, depuis 2017, un [Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités](#) (qui a succédé au Comité chargé du renforcement des capacités, actif de 2012 à 2017) dont le mandat est le suivant : « *élabore, suit et surveille un programme intégré visant à soutenir la mise en œuvre de la CIPV et à renforcer la capacité phytosanitaire des parties contractantes* ». Une réunion du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités de la CIPV était prévue pour mai 2020, mais a été annulée.

Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

En 2011, le Traité a établi un mécanisme de coordination pour le renforcement des capacités (CBCM). Les objectifs du CBCM sont de coordonner les programmes d'éducation et de formation technique et scientifique existants dans les domaines d'intérêt direct pour le Traité sur la base des capacités et des ressources existantes des institutions reconnues en matière de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, comme les universités et les centres d'excellence ; et de créer des synergies et des opportunités entre les parties prenantes intéressées pour renforcer la capacité et mener à bien la recherche interdisciplinaire fondamentale et appliquée, en particulier en faveur des pays en développement.

À sa huitième session (Rome, novembre 2019), l'organe directeur du Traité a demandé [l'élaboration d'un cadre stratégique sur le renforcement des capacités pour 2022-2025](#). Le Secrétariat a été chargé de recevoir les contributions de différentes parties prenantes et de consulter les organes subsidiaires compétents pour réviser le projet de cadre qui sera examiné par l'organe directeur à sa neuvième session en 2021.

Le renforcement des capacités sera aussi discuté de manière approfondie à la réunion susmentionnée dans le contexte de la formation – en particulier concernant les droits des agriculteurs, la conservation et l'utilisation durable, et le système multilatéral.

Convention de Ramsar sur les zones humides

La Convention sur les zones humides applique actuellement son quatrième programme (2016-2024) sur [la communication, le renforcement des capacités, l'éducation, la sensibilisation et la participation](#) (CESP), établi à l'origine en 1999 et adopté dans la [Résolution XII.9](#) à la COP12 (Punta del Este, juin 2015). Deux objectifs sont directement liés au renforcement des capacités :

- Objectif 3 : Fournir un appui à ceux qui appliquent les principes d'utilisation rationnelle, en particulier ceux qui ont un rôle direct dans la gestion des sites.
- Objectif 4 : Construire la capacité individuelle, institutionnelle et collective de tous ceux qui ont une responsabilité directe dans l'application de la Convention sur les zones humides.

Chaque Partie contractante a nommé un Correspondant national CESP, et le Groupe de surveillance des activités de CESP surveille et fait rapport sur l'application du Programme de CESP de la Convention, fixant les priorités pour la communication, l'éducation, la sensibilisation, la participation et le renforcement des capacités.

Convention du patrimoine mondial

La [Stratégie du patrimoine mondial pour le renforcement des capacités](#) a été adoptée par le Comité du patrimoine mondial à sa 35^e session (Paris, mai 2011). Le but est de fournir un cadre favorisant la mise au point d'actions et de programmes efficaces en vue de renforcer ou de développer les capacités des praticiens, des institutions, des communautés et des réseaux pour la conservation et la gestion du patrimoine mondial par les moyens suivants : soutenir les politiques et décisions du Comité du patrimoine mondial en matière de renforcement des capacités ; orienter les États parties et autres acteurs du système du patrimoine mondial en matière de planification, mise en œuvre et suivi des politiques et programmes de renforcement des capacités ; et constituer une référence pour la communauté de la conservation en général et agir comme catalyseur pour l'élaboration d'une coopération élargie en appui aux activités de renforcement des capacités pour la conservation du patrimoine en général.

Elle couvre trois niveaux de mise en œuvre : international, régional et national. Chaque État partie est prié d'élaborer une stratégie nationale de renforcement des capacités pour répondre à ses besoins particuliers. Le [Centre du patrimoine mondial](#) et le [Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels](#) (ICCROM) appliquent certaines parties de la stratégie et soumettent régulièrement des [rapports de situation](#) au Comité.